

commencer à désigner les zones postales des grandes villes du Canada à l'aide de trois chiffres. Au début de cette année, conformément à une révision complète des opérations du ministère des Postes, nous avons décidé d'étudier l'opportunité d'établir un code national englobant toutes les régions.

Le but d'un système national de codification est de permettre aux Postes de profiter le plus possible des machines à trier mécanisées et automatisées—pas le genre de tri manuel qui a été une si belle aubaine pour la clientèle du gouvernement conservateur. En outre, cela offre l'avantage d'évaluer la faisabilité du maintien des systèmes actuels de zonage postal à trois chiffres dans le cadre d'un système national de codification et de déterminer, d'un point de vue pratique, si ce système peut distinguer les sections ou les éléments d'une ville. C'est un système qui permettra de passer directement à un système automatisé des tournées de facteurs et de proposer des programmes précis pour sa mise en œuvre.

Nous prévoyons peut-être pour un ou deux ans à l'avance, mais il vient un temps où il faut décider d'établir, dans la mesure du possible, un système idéal; alors, on suspend graduellement les mesures spéciales. C'est exactement ce que nous avons fait. N'importe qui peut employer le système actuel à deux ou à trois chiffres. Personne n'est obligé de mettre au rancart du papier à en-tête imprimé ou du courrier, et les maisons d'affaires le savent très bien. Elles ne perdent rien dans ce système.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre, mais son temps est expiré.

L'AGRICULTURE—L'AIDE AUX AGRICULTEURS DE L'OUEST PAR SUITE DE LA RENCONTRE DU PREMIER MINISTRE PROVINCIAL ET DU PREMIER MINISTRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, le 4 juin, j'ai posé une question complémentaire au premier ministre (M. Trudeau), car c'est à lui qu'incombe l'établissement des priorités gouvernementales. Le ministre des Finances (M. Benson) ayant annoncé un excédent budgétaire de 250 millions de dollars, le gouvernement consacrerait-il une partie de ce surplus à un programme d'urgence en vue d'alléger la crise économique qui menace les cultivateurs de l'Ouest? J'ai posé cette question d'abord parce que l'agriculture est à peine mentionnée dans le budget présenté par le ministre des Finances et, ensuite, parce qu'on prévoit pour 250 millions de dollars de surplus dans ce budget.

Étant donné les circonstances en agriculture dans l'Ouest du Canada, je proposais dans ma question au premier ministre que nous consacrons une partie de ces surplus à une sorte de plan d'urgence. Je me rends compte qu'il y a bien d'autres domaines au profit desquels ces surplus pourraient être détournés. Mais les cultivateurs de l'Ouest du Canada sont déçus par l'attitude du gouvernement. Je suis rentré de cette région hier et un certain nombre d'entre eux parlaient des subventions que le gouvernement versait et des concessions qu'il faisait à quantité de sociétés industrielles, de fabricants d'automobiles, de mines, ainsi qu'à la revue *Time*.

● (10.10 p.m.)

Je tiens à signaler qu'il est absolument nécessaire d'adopter dès maintenant un programme d'urgence dans l'Ouest du Canada. Je suis sûr que le député d'Assiniboia (M. Douglas) serait d'accord avec moi là-dessus, puisqu'il a visité la province tout récemment. Je crois qu'en ce moment l'agriculteur n'a guère de fonds. Il doit faire face à des dépenses croissantes, à des taux d'intérêt élevés et ainsi de suite. Ce n'est pas seulement l'agriculteur qui est ainsi touché. Il en est de même de l'homme d'affaires dans les grandes et les petites communautés de l'Ouest du Canada. Ainsi, je crois que si l'on ne fait rien, l'Ouest du Canada connaîtra vraiment la pauvreté. Elle existe déjà dans bien des territoires agricoles de cette région. On a également, je crois, un intérêt économique à investir dans l'économie de l'Ouest. Je sais que le syndicat des agriculteurs de la Saskatchewan, le syndicat du blé et d'autres organisations de cette province l'ont déjà signalé au gouvernement, non pas une fois, mais très souvent.

Il existe un grand nombre de solutions. Je ne dis pas que celle-ci soit la seule. Nous savons tous qu'un grand nombre de programmes et de mesures à long terme sont appliqués dans cette région. J'aimerais proposer au gouvernement de consacrer de 60 à 80 millions de dollars à un programme d'urgence. Depuis quelques mois, notre parti a en vue quelque chose de ce genre. Je crois que ses membres ont proposé bien des fois que nous accordions aux agriculteurs un paiement d'appoint de 20c. par boisseau de céréales. Si le gouvernement ne prend pas une mesure de ce genre, non seulement la population agricole de l'Ouest du Canada sera en proie à la véritable pauvreté, mais un grand nombre de ces gens iront dans les villes pour grossir les rangs des pauvres et des chômeurs. Je crois qu'il y aura également un grand nombre de conséquences plus graves. Il y aura beaucoup d'agitation, comme on le voit déjà chez bon nombre d'agriculteurs. Ils parlent en des ter-